

Territoires Est

Un groupe scolaire sera construit sur le site de l'ex-caserne Robelin.

NUERA / CRUPI ARCHITECTES



Haut-Rhin Ferrette trouve de nouvelles vies à ses casernes

La commune de Ferrette (Haut-Rhin, 700 habitants) entrevoit le terme du long processus de reconversion de ses casernes Robelin et Moreigne (3 ha chacune), sept ans après le départ de l'escadron de gendarmerie mobile qui les occupait.

Sur le site Robelin, construit avant-guerre, l'essentiel des bâtiments a été démoli. A la place des immeubles d'hébergement des gendarmes et de leur famille, un pôle scolaire d'une capacité de 300 places va s'ériger, regroupant les élèves de primaire de sept communes. La crise sanitaire a modifié le calendrier de cette opération, et les travaux ne commenceront pas avant l'automne. Le projet, sous maîtrise d'ouvrage du syndicat intercommunal scolaire du Jura alsacien, représente un montant de 5 M€ HT. Conçu par Crupi Architectes, il forme l'élément-phare du nouveau visage de Robelin. Parmi les constructions conservées, l'ancienne salle des fêtes et d'instruction (1 200 m²) deviendra un ensemble de multi-activités et locaux pour associations et collectifs d'artistes (architecte, Daniel Munck), au terme de travaux dont le démarrage était fixé à ce printemps. Un investisseur privé va dédier à de l'habitat les deux villas d'officiers et un autre bâtiment.

Ecoquartier d'une dizaine de logements. Plus récente - elle date du début des années 1980 -, la caserne Moreigne n'a été rachetée que partiellement. La commune a acquis les locaux techniques pour leur attribuer une nouvelle vocation similaire (installation des ateliers municipaux, stockage et réparation de collections du musée local du sapeur-pompier...), ainsi que le bâtiment du poste de garde, objet d'une étude de réaffectation par l'agence départementale d'aménagement et d'urbanisme du Haut-Rhin (Adauhr). Ferrette souhaite transformer une parcelle de 80 ares proche de la forêt en support d'un « écoquartier d'une dizaine de logements ».

Mais Moreigne, ce sont surtout cinq bâtiments de 80 logements, qui servent actuellement de centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) et attendent une destination définitive de la part de l'Etat, resté propriétaire. « Nous-mêmes avons puisé au maximum de nos moyens pour les acquisitions, démolitions et désamiantages des deux casernes », commente le maire sortant François Cohendet. La facture, certes réduite par des aides de l'Etat et de la région Grand Est, a dépassé 1 M€. ● Christian Robischon